Un mot sur la violence

La violence n'est pas le vice d'autrui. Elle est en tout un chacun. Elle porte chacun à l'affirmation de son « droit naturel (hobbésien) d'individu-dieu », c'est-à-dire son droit d'employer toute la force dont il dispose pour obtenir ce dont il a envie. L'affirmation de ce « droit naturel » (hobbésien) a pour effet l'« état de nature », c'est-à-dire la guerre privée universelle, qui tend à devenir l'essence du capitalisme PC (politiquement correct). Le salut se trouve alors dans le pouvoir. S'il impose la « loi de nature » (hobbésienne), qui est l'ensemble des règles dont suit la paix, ce pouvoir est l'Etat. Mais la violence peut venir à son tour investir l'Etat. On tendra donc à constitutionnaliser ce pouvoir d'Etat pour garantir des droits et libertés. Et cet Etat constitutionnel où les élites (aristocraties) sont associées à l'exercice du pouvoir est la République. Mais à nouveau l'esprit de la violence peut venir investir ces droits et libertés. C'est ainsi que le libéralisme devient violence à son tour. Car si le libéralisme détruit le pouvoir, au lieu de simplement le constitutionnaliser, il restaure l'"état de nature". Et si les élites oppriment le peuple, elles identifient leur République au droit du plus fort. C'est pourquoi il faut trouver moyen de limiter cette limitation du pouvoir, sans quoi la République constitutionnelle se changerait en oligarchie arbitraire. Et c'est la démocratie. Si celle-ci limite trop la limitation du pouvoir d'Etat, elle rétablit un despotisme d'Etat. Si elle égalise et libère trop les individus, elle fait de même, ou alors tend à rétablir l'état de nature.

Axe gauche/droite ou cycle des régimes et des révolutions ?

Nous n'avons donc pas ici un simple axe Gauche/Droite avec une seule dimension et deux sens. Nous avons, comme Platon l'avait déjà très bien vu (*République*, Live VIII), un circuit de régimes, une dynamique de progrès (Etat/République/Démocratie) et une perpétuelle possibilité de régression vers le despotisme ou vers l'« état de nature ». L'axe Gauche/Droite, qui semble une ligne droite, est donc en fait un arc de cercle, et jamais le même arc, de sorte que les termes de « droite » et de « gauche » nomment à chaque instant des positions sur ces arcs, opposées comme des polarités contraires, dans les dynamiques en cours.

Si nous cherchons à employer ces termes de gauche et de droite dans un cadre culturel, ou civilisationnel universel, nous pourrons peut-être dire que la gauche est toute modernité, la droite siégeant à toute époque du côté des Anciens, c'est-à-dire soit du côté du traditionalisme et de la tribu, soit du côté des éléments qui pondèrent la raison et la cité par la famille et la tradition, soit encore du côté d'une plus ancienne modernité. Comme la modernité est aussi ancienne que l'Occident, l'Occident est alors la gauche du monde. De même, le christianisme, à cette échelle historique et mondiale, est la religion de gauche. La gauche, c'est aussi une modernité particulière, qui, à tort ou à raison, se juge plus avancée qu'une autre. Par exemple, la modernité chrétienne dans la modernité classique de l'empire romain. Ou les Lumières dans la chrétienté du 18ème siècle.

Histoire de la gauche et de la droite

Ainsi se comprend l'histoire subtile de ces mots. La gauche, en France, c'était d'abord la Révolution (donc les Lumière et la République) et la droite, c'était la Contre-Révolution, catholique et monarchiste. Mais le catholicisme évoluant, et les Lumières bien davantage, le clivage perd sa pertinence. La gauche, c'était aussi, à l'intérieur de la modernité des Lumières, les idéologies collectivistes face aux partisans de la propriété privée. Les libéraux y voyaient une utopie tyrannique et régressive. La chute du communisme a mis un terme à cet autre clivage. Ce qui avait été la gauche collectiviste a alors voulu alors se différencier en s'identifiant à l'individualisme libertarien soixante-huitard en matière sexuelle et familiale. Mais, la plupart des libéraux à droite se sont aussi ralliés à l'individualisme libertarien.

Des termes aujourd'hui vidés de sens

Il est donc très difficile de distinguer aujourd'hui la gauche et la droite par ce qu'elles sont réellement. Elles se différencient surtout par ce qu'elles ont été. Autrement, ce sont deux entreprises de pouvoir concurrentes, vendant à peu près le même produit idéologique PC. La principale spécificité de ce qui porte encore le nom de gauche consiste à refuser, par inertie ou électoralisme, les adaptations du capitalisme national à cette concurrence internationale idéologiquement nécessaire. De son côté, la droite libérale, soumise à la même norme PC, ne diffère plus de ce qu'on appelle la gauche, sauf qu'elle voudrait adapter l'économie nationale au marché mondial.

La classe moyenne combat en position centrale

Ces bipartitions D/G ne sont pas pertinentes pour l'analyse de la situation historique présente. Celle-ci se caractérise, dans les anciennes démocraties, non par la lutte entre deux classes, ou deux idéologies, mais par la lutte des classes moyennes, patrons et salariés réunis, qui manœuvrent en position centrale contre une pluralité d'adversaires : la volonté de puissance de la bureaucratie d'Etat, le capitalisme multinational qui ne crée pas d'emplois dans les pays à croissance faible, le pouvoir idéologique PC, et le prolétariat, en partie formé d'immigrés.

Note sur la démocratie participative. La « démocratie participative » peut-elle suffire au renouveau de la gauche ? Une démocratie participative essaierait de

mettre en place des procédures, qui permettraient au grand nombre de faire valoir ses intérêts, méconnus par l'oligarchisme PC. Ce projet vaut par son aspiration à la justice. Toutefois, on ne traitera pas les problèmes présents par l'élargissement d'un débat dont le « relativisme PC » demeurerait le principe constituant. Le problème n'est pas que la discussion permette à plus de gens de prendre la parole. Il est que le raisonnement, se déroulant à partir de principes différents, permette de ne pas conclure à des décisions conduisant à ruiner les classes moyennes et populaires. Malheureusement, en structurant la délibération et la discussion « ouverte à tous » et « participative » sur la base de l'égalité entre tous les points de vue et toutes les opinions (parce qu'ainsi le voudrait une discussion authentiquement démocratique et "PC"), on conserve nécessairement les principes « relativistes-absolutistes » PC. Et si l'on conserve ces principes, il importe peu que tous discutent, puisque participation ou pas, les décisions qui s'imposent logiquement en vertu de ces principes sont de nature individualiste et oligarchique. Ainsi, faute de révolution culturelle conservatrice (ou classique), la participation du peuple à la discussion dans un système PC ne restaure pas une gauche, mais fait de la palabre populaire, et de sa synthèse par les appareils, le baume sur les escarres d'une démocratie grabataire. Elle n'ouvre au peuple d'autre droit, que celui d'une participation à l'impuissance du pouvoir politique en régime PC.